

**Plus de 2 000
nouvelles suppressions d'emplois pour 2013**

Des plans sociaux, aux Finances Publiques aussi !!!

C'est encore et toujours « le modèle social français » qui est remis en cause. La Fonction publique en est l'un des attributs.

Certains ministères ont été déclarés prioritaires, d'autres pas. Les effectifs seraient ainsi stabilisés. Les suppressions d'emplois imposées aux uns serviraient aux autres. Ce nouveau credo, forme de dogme social démocrate, garantirait la rentabilité de l'appareil d'État dans un contexte de fortes contraintes budgétaires et imposerait un silence pudique.

Notre DGFIP est donc encore mis à contribution. Pourtant considérées comme essentielles au redressement de notre pays, les missions de la DGFIP -placée au «cœur de la République», élément de langage de l'hypocrisie politicienne- vont être privées des moyens de leurs ambitions.

Sous prétexte d'un nécessaire sérieux budgétaire, le gouvernement de notre pays s'est imposé des contraintes qui vont rapidement devenir insoutenables.

Elles le sont déjà depuis plusieurs années à la DGFIP avec 2 départs à la retraite sur 3 non remplacés. Ce faisant, le taux de non remplacement déjà à l'œuvre durant la très dogmatique et très brutale révision générale des politiques publiques (RGPP) est maintenu.

Les gouvernements passent et les suppressions d'emplois se poursuivent !

Après 25 000 suppressions d'emplois en 10 ans, mille trésoreries rayées de la carte, c'est un nouveau recul du service public que la loi de Finances pour 2013 consacre avec quelques 2062 suppressions d'emplois à la Direction Générale des Finances Publiques.

3 nouvelles trésoreries fermées au 1er janvier 2013 et 20 postes d'agents de catégorie C une nouvelle fois sacrifiés en Maine-et-Loire.

Depuis 2005, près de 200 emplois auront localement disparus, dans un contexte de fortes restructurations, d'une complexification de la fiscalité et d'un accroissement constant de la charge de travail, malgré l'idée reçue d'une dématérialisation simplifiant et allégeant les tâches.

Entre 2003 et 2010, la réception des contribuables a augmenté de 31%, le nombre d'appels téléphoniques a progressé de 37% et celui des courriels (certes quasi inexistant en 2003) explose avec + 766%.

Dans le Maine-et-Loire, entre 2005 et 2011*, le nombre de déclarations d'impôt sur le revenu a augmenté de 17%, celui des redevables de la TVA, de 33%, celui des sociétés soumises à l'IS de 45%. Les réclamations contentieuses et gracieuses explosent sur cette même période

-Contentieux, + 45%

-Gracieux, + 219% (celui qui est en général sollicité par les plus démunis).

Nous osons dire que les agents mais aussi les usagers (et parmi eux les plus fragiles) sont les grands perdants de cette politique de destruction du service public.

Nous osons affirmer, dans cette période où des recettes budgétaires nouvelles sont recherchées, que les agents de la DGFIP sont, socialement utiles et économiquement rentables. Ils sont 125 000 à gérer 336 milliards d'euros de recettes fiscales brutes et environ 75 milliards de recettes non fiscales. Ils ont en charge plus de 400 milliards d'euros de dépenses publiques, pour un taux d'intervention (ce que, dans un langage plus commercial, on appellerait coût de gestion) d'1,06% sur les recettes, de 0,11% sur les dépenses de l'État et de 0,15% pour les dépenses du secteur public local. **Ce sont des « coûts » avec lesquels aucune entreprise ni aucune « production » de service ou de bien privées ne peuvent rivaliser.**

Demain à l'appel de l'intersyndicale nationale (à l'unanimité des 7 organisations syndicales de la DGFIP) et locale (Solidaires Finances Publiques, CGT et CFDT), les agents des finances publiques seront en grève, pour faire savoir que la DGFIP n'est pas un réservoir inépuisable de suppressions d'emplois.

**Le 27 NOVEMBRE, toutes et tous EN GREVE
RASSEMBLEMENT DEVANT LA DIRECTION, rue Talot, à 10h30.
AUDIENCE auprès du Directeur, avec dépôt d'une motion, à 11h.**

*sources rapports annuels du Directeur de Maine-et-Loire 2006 et 2012.